



**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ N° 52-2023-04-00004**

**DU - 3 AVR. 2023**

**portant mise en demeure la commune de POULANGY  
de régulariser la situation administrative d'une installation  
de stockage de déchets inertes qu'elle exploite sur son territoire**

**La Préfète de la Haute-Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L171-6, L171-7, L172-1, L511-1, L512-7 et L514-5 ;

**VU** le dossier de demande d'enregistrement déposé par la commune de POULANGY le 10 janvier 2022 ;

**VU** le courrier de demande de compléments de dossier envoyé le 14 mars 2022 au maire de la commune de POULANGY ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL du 1<sup>er</sup> février 2023 établi comme suite à la visite le 16 janvier 2023 de l'installation de stockage de déchets inertes que la commune de POULANGY exploite sur son territoire (chemin de la Poterne) ;

**VU** l'absence de remarques du maire de la commune de POULANGY sur le projet d'arrêté de mise en demeure reçu le 07 février 2023 par procédure contradictoire ;

**CONSIDERANT** que la visite du site exploité par la commune de POULANGY par l'inspection des installations classées de la DREAL le 16 janvier 2023 a permis de constater la présence significative de déchets non dangereux et de déchets inertes sur la parcelle ZD 0015 située chemin de la Poterne à POULANGY ;

**CONSIDERANT** que, lors de la visite d'inspection susmentionnée, il a été constaté que le site était en accès libre ;

**CONSIDERANT** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique n° 2760-3 (installations de stockage de déchets inertes) ;

**CONSIDERANT** qu'une activité d'installation de stockage de déchets inertes a été constatée lors de la visite d'inspection susmentionnée et qu'elle relève du régime de l'enregistrement ;

**CONSIDERANT** que le dossier de demande d'enregistrement déposé par la commune de POULANGY pour cette installation n'a pas été complété ;

**CONSIDERANT** que l'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes soumise au régime de l'enregistrement n'a pas été délivrée à la commune de POULANGY ;

**CONSIDERANT** que le fonctionnement non autorisé de l'installation de stockage de déchets inertes qu'exploite la commune de POULANGY sur son territoire est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDERANT** que, en outre, la compatibilité du site avec les déchets stockés et la conformité des installations actuellement exploitées avec les textes réglementaires applicables aux stockages des déchets dangereux et non dangereux n'ont pas été démontrés ;

**CONSIDERANT** que l'article L. 171-7 susvisé prescrit :

*1.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an.*

*Elle peut, par le même acte ou par un acte distinct, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent.*

*L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure.*

*L'autorité administrative peut, à tout moment, afin de garantir la complète exécution des mesures prises en application des deuxième et troisième alinéas du présent I :*

*1° Ordonner le paiement d'une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de ces mesures. L'astreinte est proportionnée à la gravité des manquements constatés et tient compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement. Les deuxième et dernier alinéas du 1° du II de l'article L. 171-8 s'appliquent à l'astreinte ;*

*2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites.*

**CONSIDERANT** que, compte tenu des non-conformités relevées, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 I du code de l'environnement en mettant en demeure la commune de POULANGY de régulariser la situation administrative de l'installation de stockage de déchets inertes qu'elle exploite sur son territoire ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1 : Mise en demeure**

La commune de POULANGY est mise en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation de stockage de déchets inertes qu'elle exploite Chemin de la Poterne sur son territoire (52800) dans un délai de six mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

## **Article 2 : Sanctions**

Dans la mesure où la commune de POULANGY ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-7-II du Code de l'Environnement.

## **Article 3 : Contentieux**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

## **Article 4 : Publicité**

En application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 5 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de POULANGY.

Chaumont, le - 3 AVR. 2023

Pour la Préfète et, par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Maxence DEN HEIJER

